

Manifeste pour une université populaire, ouverte à tou·tes, véritablement démocratique, en lutte contre les oppressions et productrice de savoirs émancipateurs

Nous, étudiant·es délégué·es de ... universités en lutte réunies le 20/05 à la CNE du Mirail, pensons que face à l'Université sélective et patronale que nous promet Macron, il est nécessaire d'en proposer une autre radicalement différente ! C'est ce à quoi nous nous sommes attelés avec ce manifeste.

Pour une université non-sélective ouverte aux ouvrier·es et à leurs enfants

La loi ORE, la suppression des arrêtés licences, la réforme du Bac, vont amené le développement d'une université à deux vitesses certaines "d'excellence" et d'autres poubelles. Ce système va être à même de répondre aux besoins des patrons sur leur marché du travail, mais aussi d'exclure un peu plus les classes populaires de l'université, classes ô combien dangereuse pour les patrons. Et puis il s'agit de baisser les financements de l'ESR public pour développer de nouveaux marchés (école privées, prépas en tous genres...) à même de leur créer de nouveaux profits. Mais ces contre-réformes sont des suppléments à une université déjà sélective auparavant. Nous nous y opposons radicalement et revendiquons :

- Le retrait de la loi ORE, de la réforme du bac, le rejet complet de la suppression de l'arrêté licence, de la sélection sur tirage au sort, de la sélection en master, mais aussi le retrait de l'ensemble des contre-réformes dont elles ne sont que la continuité : LRU, loi Fioraso, LMD...
- Tout comme le bac doit être un diplôme national, nous exigeons un cadrage national des diplômes de l'ESR, garantissant aux étudiant·es un égal accès aux formations et des diplômes de valeur équivalente sur tout le territoire. Evitant ainsi en partie la sélection géographique.
- Qu'un bac soit égal à une entrée dans la filière de son choix. Mais en comprenant bien que le bac est en lui-même un organe de sélection nous revendiquons qu'il soit possible d'entrer à l'université sans, avec les mêmes droits que celles et ceux ayant le bac.
- Un investissement de 10 milliards d'euros supplémentaire pour permettre des créations de postes massives à même de recevoir tou·tes les étudiant·es et d'améliorer nos conditions d'étude et les conditions de travail des personnel·les et enseignant·es. Et cet argent, nous devons l'arracher des poches des grands patrons et de l'Etat qui multiplie les cadeaux à leur égard (CICE, évasion fiscale...)
- Parce que la sélection est d'abord sociale, la mise en place d'un salaire étudiant, au moins au SMIC, est nécessaire. Ce devrait être une partie d'un salaire à vie, issue d'une branche de la sécurité sociale.
- Par ailleurs, pour permettre aux travailleur·euses de participer aux cours à l'université, nous devons développer des cours du soir ouverts et financés largement.

Pour une université professionnalisante mais pas pour n'importe quelle professionnalisation

Il nous est souvent opposé qu'une université non-sélective serait en décalage avec les besoins de patrons sur leur marché du travail. C'est vrai mais c'est pour cela que nous revendiquons une baisse massive du temps de travail. En effet nous produisons bien assez de biens pour chacun·e (2 fois plus de logement vides que de SDF en Europe, assez de nourriture pour nourrir 10 milliards de personnes...) nous devons donc nous répartir les tâches permettant de les mettre en place.

Nos revendications vont radicalement à l'encontre des intérêts des grands patrons et pour les mettre en place il nous faudra leur ôter leur pouvoir et donc les exproprier. C'est aussi une nécessité pour s'attaquer à la racine de la sélection que sont les inégalités sociales. Et puis c'est aussi une nécessité pour que notre vie professionnelle ne soit pas aliénante et que nous ayons un contrôle dessus.

Pour une université autogérée et fermée aux intérêts privées

Ce contrôle nous devons aussi l'avoir sur nos lieux d'études avec les BIATSS et les enseignant·es, et le fonctionnement de nos conseils nous permet tous sauf ça. Des personnalités extérieures non-élues dont des représentant·es direct du grand patronat y sont représenté et de plus en plus. Aucun contrôle démocratique n'existe sur ces instances, et les étudiant·es et les BIATSS sont sous-représentées et de plus en plus. Au contraire, nous revendiquons :

- Des élues révocables contrôlé·es démocratiquement et mandaté·es par nos assemblées générales. La suppression du poste de président qui centralise beaucoup trop les pouvoirs. Une représentation dans nos instances représentative de l'université : 40% étudiant·es 40% BIATSS et 20% d'enseignant·es chercheur·euses
- Une expulsion complète des patrons et de leurs représentant·es de nos facs
- Une totale transformation des instances nationales de l'université (CNESER...) qui doivent aussi être contrôlé démocratiquement avec élu·es révocables et mandatés par les instances locales.

Pour une production du savoir émancipateur :

Pour produire un savoir émancipateur la première urgence est d'exclure de la recherche les besoins du grand patronnat pour cela nous revendiquons :

- La fin du financement privé par projet, qui met la recherche au rythme des exigences immédiates de résultats profitable et privée,
- Arrêt du crédit Crédit Impôt Recherche, et utilisation des 6 milliards d'euros pour financer une recherche publique
- Un développement des tds en petit groupes plus que des cours magistraux

Enfin pour être émancipateur celles et ceux le produisant doivent sortir de la précarité tout comme celles et ceux qui font vivre l'université au quotidien :

- Titularisation de tou·tes les vacataires et un statut de fonctionnaires pour tou·tes les travailleur·euses de l'université
- Hausse des salaires pour les BIATSS

Pour la fin de la répression qui nous touche nous et d'autres

Dans notre mobilisation le gouvernement n'a cessé de nous envoyer ses flics matraquant expulsant et blessant nombre des nôtres. C'est cette même police qui réprime les militant-es de NDDL mais aussi les quartiers populaires avec une dimension raciste et particulièrement violente pour elleux. Pour mettre fin à cette répression nous revendiquons :

- le désarmement de la police
- la dissolution de la BAC
- l'abrogation de loi de Janvier 2018 faisant rentrer l'état d'urgence dans le droit commun, ainsi que l'abrogation de toutes les lois liberticides
- la justice et la vérité pour J., Adama Traoré, Ismaïl Bokar Deh et tou·tes les tué-es et assassiné-es par la police

Pour une université féministe et anti-LGBTIphobies

Le sexisme et les violences contre les personnes LGBTI ne s'arrêtent pas aux portes de la fac ! Orientation genrée dès le lycée, discrimination à l'embauche, harcèlement et violences, limitation de l'accès aux soins, à la contraception... Ces discriminations servent à la reproduction de rapports sociaux inégalitaires qui gangrènent notre société (division genrée du travail, exploitation du travail ménager des femmes, inégalités salariales, contrôle patriarcal du corps des femmes...)

La lutte contre le patriarcat doit être un point central de notre lutte politique, qui passe par l'auto-organisation des étudiantes et travailleuses, des personnes LGBTI ainsi que le soutien de l'ensemble de la communauté universitaire à leurs revendications :

- Financement important dans la recherche et les politiques publiques sur les questions de genre, féministes et LGBTI
- Fonds alloué à des campagnes contre le sexisme et les LGBTI-phobies, en lien avec associations locales
- Permanence et numéro contre le harcèlement sexiste, homophobe, transphobe...
- Accès gratuit à la contraception, aux protections menstruelles et à un planning familial sur le campus de la fac (Voir chapitre "Un pôle santé gratuit et ouvert aux plus précaires")
- Droits des personnes trans au changement de prénom, d'état civil, de double impression du diplôme, aux toilettes neutres, à l'accès à des informations et un suivi médical adapté notamment pour toutes transitions hormonales ou chirurgicales
- Droits des personnes intersexué-es au changement d'état civil, aux toilettes neutres, à l'accès à des informations et un suivi médical adapté notamment à des potentielles mutilations / opérations
- Adoption définitive de l'écriture inclusive inclusive et de la règle de proximité dans les textes administratifs et publics
- Droit pour les associations et les organisations politiques de se réunir en mixité choisie (femmes et/ou minorités de genre)
- Adoption du principe de parité homme / femme dans toute les instances élues, et du principe de double liste de paroles dans tous les organes démocratiques
- Mises en place de crèches gratuites dans la fac

Pour une université accessible aux personnes handicapées

Malgré la loi de 2005, qui devait rendre les universités françaises accessibles aux personnes handicapées, les inégalités perdurent : Seulement 6 % des 20-24 ans avec un handicap sont diplômés du supérieur (contre 30% dans le reste de la population) et la majorité d'entre elles et eux n'ont pas accès aux aides nécessaires à leur pleine autonomie. Cette discrimination se croise avec d'autres inégalités, en effet les étudiant·es handicapé·es précaires n'ont pas les moyens de se payer certains services privés, les étudiant·es et travailleur·euses handicapé·es racisé·es et / ou LGBTI subissent également des violences double voir triple !

Face à cette incapacité du capitalisme à fournir des conditions de vie décentes à tou·tes en fonction de nos besoins, et non en fonction de critères de rentabilités établies par la bourgeoisie, soutenons collectivement l'auto-organisation des étudiant·es et travailleur·euses handicapé·es ainsi que leurs revendications :

- Développement de l'accès gratuit à des traducteurs en langue des signes, à des traductions en braille, à des preneur·euses de notes, à du matériel informatique adapté
- Facilitation de l'accès à des parcours universitaires adaptés, à des aménagements des examens (exemple : tiers temps)
- Accélération des travaux d'accessibilité pour que l'intégralité des locaux de la faculté soit accessible quel que soit l'handicap
- Droit pour les associations et les organisations politiques de se réunir en mixité choisie
- Mise en place de politiques visant à faciliter l'insertion professionnelle en milieu ordinaire

Pour une université internationnaliste et antiraciste

Les étudiant·es étranger·es connaissent de nombreux obstacles dans leur formation universitaire. L'arbitraire des préfectures, l'inégalité de traitement avec les étudiants français, les conditions financières nécessaires pour obtenir une carte de séjour, la sélection sociale et politique par Campus France etc... En ce sens, nous revendiquons l'égalité des droits entre étudiants français et étrangers et la régularisation de tous les étudiants sans-papiers afin que la seule possession d'une carte d'étudiant donne accès au titre de séjour et que la seule signature d'un contrat de travail permette d'accéder à l'emploi! Par extension, nous exigeons la régularisation de toutes les personnes sans-papiers et le retrait de la loi sur l'immigration ainsi que la liberté de circulation et d'installation.

Mais les victimes du racisme à l'Université ne se limitent pas aux étudiant·es étranger·es, les étudiant·es et travailleurs racisé·es subissent orientations racistes, discrimination à l'embauche, harcèlement, violences racistes... Face à ces violences nous revendiquons :

- Financement important dans la recherche et les politiques publiques sur les questions de racisme et d'impérialismes
- Fonds alloué à des campagnes contre le racisme, en lien avec associations locales
- Permanence et numéro contre le harcèlement et les violences racistes
- Abrogation de toutes les lois islamophobes de 2004, 2010, 2012
- Droit pour les associations et les organisations politiques de se réunir en mixité choisie

Pour un pôle santé gratuit et ouvert aux plus précaires

Face à la privation et à la dégradation des services de santé, face au constat d'un nombre croissant de personnes en manque de soins, face au constat d'un manque important de prévention dans de nombreux domaines et face au manque de lieu d'accueil et de suivis adaptés aux victimes d'agressions sexistes, racistes et LGBTI-phobes, nous devons donc exiger la mise en place d'un pôle santé gratuit et ouvert à tou·tes (pas seulement étudiant·es)

Ce pôle santé devra bénéficier de fonds importants lui permettant d'accueillir à la fois les étudiant·es et les travailleur·euses de l'Université, mais également les populations précaires. En effet plusieurs facs Françaises se trouvent situées dans des quartiers populaires et en sont pourtant complètement coupées. Ce pôle santé devrait comprendre : Des infirmières, des médecins, un planning familial, un centre d'accueil médico-psychologique, une salle de shoot...

Ce pôle santé serait également en charge de réaliser, en lien avec les associations locales, des campagnes de prévention sur des thèmes variés (VIH, drogues, accident du travail, suicides...) et en liens avec le restaurant universitaire, des campagnes contre la malbouffe et pour une alimentation saine et éco-responsable. Ce pôle santé serait également formé à accueillir et à suivre les victimes d'agressions sexistes et / ou racistes, les victimes de violences LGBTI-phobes, les personnes sans-papiers ou demandeur·euses d'asiles

Pour une société nous permettant de voir notre avenir et notre présent hors de la précarité :

Parce que nous sommes des travailleur·euses en formations mais aussi parce que nous sommes des usager·es des services publics nous nous refusons à leur casse organisée et nous nous solidarisons pleinement des luttes, des cheminot·es, des postier·es, des hospitalier·es, des retraité·es et des fonctionnaires.

Mais aussi parce qu'à l'université comme ailleurs nous refusons la logique de tri, nous nous solidarisons pleinement des luttes des migrant·es. Nous revendiquons donc :

- Le retrait du pacte ferroviaire qui va avancer vers la privatisation du rail, précariser les cheminot·es et augmenter les prix de nos transports.
- Le retrait du projet de réforme de Darmanin de casse statut de fonctionnaire, et l'élargissement de ce statut vers un salaire à vie pour tou·tes
- Le retrait de la réforme du lycée, avançant vers de nombreuses contraintes réactionnaires
- Un investissement massif dans les hôpitaux qui connaissent des coupes budgétaires empirant grandement les conditions de travail et de soins.
- Le retrait de l'augmentation de la CSG sur les petites retraites de nos anciens qui les précarisent un peu plus.
- La fin des contrats précaires et un CDI pour tou·tes

[Inserez ici phrase stylée pour conclure]